

Religion et violence dans les enquêtes internationales. Comparaison européenne

*Kristoff Talin**

Introduction

Religion et violence : jamais peut-être deux termes, et deux concepts, n'ont entretenu des relations aussi ambiguës, aussi paradoxales et aussi pleines de tensions.

Un phénomène sociologique sous tension

La première tension entre ces deux termes revêt une dimension quasi ontologique et est essentiellement due à leurs modes d'articulation différents au fil du temps : *les deux termes sont-ils étroitement associés ou bien au contraire s'établissent-ils dans des sphères différentes et soigneusement hermétiques ?*

Des choses cachées depuis la fondation du monde à l'expression des violences religieuses de ce début de millénaire, en passant par les guerres des religions du Moyen-Âge, les pogroms et la Shoah, jamais peut-être religion et violence ne sont autant apparues comme les deux faces de Janus. A croire que les mythes de fondation du monde ne peuvent se dissocier de la violence créatrice. A lire certains anthropologues, force est de constater que ces mythes sont d'abord marqués par la violence que les dieux ont engendrée pour assouvir leurs ambitions de pouvoir. De la stabilité au chaos, il n'y a qu'un pas que les dieux et les hommes ont tôt fait de franchir au nom de leurs convictions religieuses et de leurs prétentions à détenir la vérité qui, comme chacun sait, est nécessairement unique. Il est donc, a priori, acquis que religion et violence ne font qu'un.

* Kristoff Talin est chercheur invité au Département de sciences politiques de l'Université de Montréal et chercheur au CNRS (Pacte-Équipe CIDSP).

Que la religion génère la violence, sans qu'il soit possible de savoir si la violence n'enfile pas parfois les habits religieux pour mieux séduire ses participants et ses auditoires. Le travail du sociologue positiviste pourrait alors commencer en prenant pour acquis ces corrélations et en montrant la forme et la nature qu'elles prennent. Est-il même nécessaire de se pencher sur les critères explicatifs de ces relations tant ceux-ci peuvent apparaître évidents ? La parole appartient ici au philosophe, voire au théologien, plus qu'au sociologue. Pourtant, dans le même temps, certaines religions du livre insistent sur la dimension non violente de la religion et sur la nécessité de construire un monde meilleur basé sur l'amour. Le christianisme professe à qui veut l'entendre d'une part que la violence n'est pas une réponse à la violence — c'est le fameux adage chrétien consistant à tendre l'autre joue — et d'autre part que la religion ne peut être ni le support, ni le vecteur de la violence. En bref, l'esprit de l'amour prend le dessus sur la lettre de la loi, et l'amour chrétien transcende la loi de Moïse. Le dieu vengeur de l'Ancien Testament cède la place au dieu d'amour du Nouveau Testament. S'inscrire dans cette perspective, c'est, en quelque sorte, délégitimer l'objet d'études religion et violence en le rendant caduque.

La seconde tension s'inscrit dans la différence entre d'une part la réalité des faits et son omniprésence dans le quotidien de l'opinion publique et d'autre part le faible traitement scientifique de cette question ainsi que la quasi-absence de cette thématique dans l'analyse de l'opinion publique. L'observation quotidienne — de faits religieux, de faits violents, de faits violents commis au nom de la religion — incite le sociologue à adopter le point de vue d'un lien entre la religion et la violence. Il s'agit de prendre acte que ces deux sphères sont étroitement liées même si cette liaison n'est ni mécanique, ni systématique. C'est davantage dans une logique de corrélation forte que dans celle d'une implication qu'il faut cependant comprendre ces relations. Etudier ce couple bi-polaire dans une perspective sociologique c'est nécessairement circonscrire l'objet afin d'en préciser les contours. C'est aussi choisir un angle d'approche spécifique tant le sujet est vaste. Le choix fait ici est délibéré. *Nous nous proposons de prendre en compte la manière dont les enquêtes sociologiques quantitatives et internationales prennent en compte la problématique religion et violence.*

Un phénomène social méconnu : les carences des mesures

Alors que le phénomène violence semble intimement lié à la religion, il peut être paradoxal de voir qu'il demeure relativement méconnu.

- Les statistiques sociales qui sont les premières sources objectives destinées à mesurer les actes de violence ne prennent pas en compte la religion dans leur appréhension du phénomène. Bien sûr des raisons légitimes peuvent être avancées sur ce silence. Inscire une appartenance religieuse dans des statistiques de violence c'est ouvrir la porte à une discrimination religieuse et incidemment c'est risquer d'œuvrer dans le champ d'une discrimination raciale. Il n'en reste pas moins que cette prudence statistique et politique accroît la difficulté de connaissance de ce phénomène.
- Les enquêtes d'opinions font, elles aussi, preuves de carence. Les enquêtes comparatives prennent peu en compte la question de la violence et encore moins celui de son association avec la dimension religieuse¹.

Dans les dispositifs de recherche internationaux, le thème de la violence ne figure pas — pour des raisons évidentes — dans les

¹ Il existe trois grands dispositifs d'enquêtes internationales : 1) Les Eurobaromètres sont des enquêtes comparatives européennes, gérées par l'Union européenne, semestrielles et mises en place depuis 1970. Elles portent bien évidemment de manière continue sur la perception et l'adhésion à l'Union mais aussi de manière plus ciblée sur des thèmes particuliers (drogue, SIDA, jeunes...). Un ensemble de variables sociodémographiques, dont la religion, sont présentes dans l'ensemble des enquêtes et permettent d'effectuer des analyses longitudinales. 2) Les European Values Survey (EVS) sont des enquêtes sur les valeurs des Européens réalisées tous les neuf ans — 1981, 1990, 1999 — qui permettent d'appréhender les systèmes d'attitudes des individus et leurs manières de structurer leur univers cognitif et leur appréhension du monde dans une perspective comparative. Des thèmes récurrents sont donc abordés à chaque enquête : religion, famille, politique, travail, etc. 3) L'International Social Survey Programme (ISSP) est un groupe de chercheurs — représentant une trentaine de pays dans le monde — dont un grand nombre d'européens. Depuis 1985, l'ISSP réalise annuellement une enquête sur des thèmes spécifiques. L'identité nationale, la famille, l'environnement, la religion figurent entre autres au menu de ces enquêtes.

EVS. En revanche, il est présent dans les Eurobaromètres et les ISSP. Une étude historique des thèmes abordés dans ces enquêtes montre un traitement assez peu fréquent (voir tableau 1 — tous les tableaux figurent en fin d'article). Par exemple, alors que le terme religion apparaît 696 fois dans les Eurobaromètres, le terme violence n'est recensé que 213 fois. Cette disparité se vérifie aussi dans l'ISSP. Certes on pourra toujours avancer que l'ISSP porte davantage sur des thèmes attenants aux individus et à leurs systèmes de représentations qu'à leurs modes de perceptions du monde, il n'en reste pas moins que la violence apparaît comme relativement marginalisée dans les dispositifs internationaux de recherche. Les seules sources disponibles pour dessiner les contours d'une recherche comparative sur ces thèmes semblent donc se trouver dans les seuls Eurobaromètres.

Une analyse plus fine de cette source d'informations amène cependant quelques désillusions. Ainsi la recherche multicritères « religion et violence » ne trouve un écho que dans 19 documents, ce qui est entre trois et quatre fois moins fréquent que les termes « religion » et « violence » pris séparément.

L'intériorité et l'extériorité de l'approche du couple religion et violence

Trois Eurobaromètres contiennent davantage d'informations sur ces thèmes. Curieusement ces enquêtes prennent place en 1988, 1994 et 1999 un peu comme si périodiquement, mais de loin en loin, l'Union Européenne avait besoin de prendre en compte la situation de l'opinion publique sur cette question. L'analyse de ces enquêtes se fera donc en prenant, chaque fois que cela est possible, les variables d'appartenance et d'intégration religieuse comme des variables indépendantes. Les contraintes externes imposées par l'Eurobaromètre 51.1 obligent à ne plus considérer les questions faisant le lien entre religion et violence comme des variables indépendantes mais bien plutôt comme des variables fluctuant selon des facteurs externes. Cette distinction peut être formulée en d'autres termes sociologiques. Les deux premières enquêtes permettent de voir comment, en fonction de la situation religieuse de l'enquêté, le rapport entre religion et violence est défini. La dernière enquête est davantage un point de vue extérieur où les individus — indépendamment de tout univers religieux de référence — se positionnent sur la religion comme cause ou comme remède à la violence.

L'enquête 30, réalisée en 1988, portait sur *Les immigrés et les étrangers en Europe occidentale*. Elle demandait aux sondés d'identifier les groupes qui leur venaient à l'esprit quand ils pensaient à des gens appartenant à une nationalité, une race, une religion, une culture ou une classe sociale différentes. On demandait aux personnes interrogées si elles comptaient parmi leurs amis des personnes appartenant à des étrangers, et si quelqu'un parmi celles-ci travaillait avec elles ou vivait dans leur voisinage. Des questions supplémentaires demandaient aux personnes interrogées de dire si elles étaient dérangées par la présence de ces étrangers et si elles pensaient que ces groupes exploitaient les avantages sociaux, faisaient augmenter le chômage, entraînaient de la délinquance et de la violence, affectaient les prix des biens, ou faisaient baisser le niveau à l'école.

Le sondage 41.1 portait sur une enquête post-électorale réalisée en 1994. Concernant l'UE, les thèmes abordés comprenaient l'attitude générale des sondés à l'égard de l'UE et plus particulièrement leur intérêt pour la politique européenne, les efforts d'unification de l'Europe occidentale, l'adhésion de leur propre pays, leur niveau de satisfaction concernant la façon selon laquelle la démocratie fonctionnait dans l'UE et dans leur propre pays et le niveau d'implication de l'UE dans les problèmes contemporains les plus importants. Des questions sur l'élection du Parlement européen demandaient aux participants de dire s'ils avaient pris part au vote et, si tel était le cas, pour quel parti avaient-ils voté. Les sondés étaient aussi interrogés sur leurs attitudes à l'égard des candidates féminines participant à l'élection, sur leurs sentiments à l'égard de personnages publics généralement importants, sur le rôle des femmes dans les processus de prise de décision à l'intérieur des institutions et des organisations de l'UE, sur le rôle des campagnes électorales dans l'élection et sur leurs interprétations de l'importance des résultats. Les sondés commentaient la force de leur sentiment d'être européens, leurs attitudes face à la monnaie unique européenne, leurs sentiments sur le problème du chômage et la possible nécessité d'un programme de gouvernement lourd pour s'attaquer à ce problème, leurs opinions sur le contrôle des frontières et sur d'autres sujets et problèmes politiques, leurs sentiments à l'égard des immigrés.

Le sondage 51, réalisé en 1999, comprend de nombreuses questions sur les représentations de la violence et devrait constituer une base de travail. Cependant, alors que l'appartenance à une religion et la fréquence de pratique religieuse constituent deux des

variables « trends » présentes dans l'ensemble des Eurobaromètres, ces deux questions sont absentes de cet Eurobaromètre. Cette carence laisse l'impression que les politiciens responsables du questionnaire à Bruxelles n'ont pas voulu faire consciemment le lien entre la religion d'appartenance, l'intégration religieuse et les modes de représentation de la violence. Il n'est donc pas possible de prendre la religion comme variable indépendante, ce qui nous empêche d'analyser les représentations de la violence en fonction des formes et des niveaux d'intégration religieuse. En revanche, quatre variables portent sur les liens explicites entre religion et violence :

- Pour chacun des éléments suivants, pouvez-vous me dire si vous le considérez comme une cause de violence à l'égard des enfants ? (Item : Les croyances religieuses)
- Pour chacune d'entre-elles, pouvez-vous me préciser si, à votre avis, elle doit venir en aide à ces enfants ? (Item : Les institutions religieuses)
- Pour chacun des éléments suivants, pouvez-vous me dire si vous le considérez comme une cause de violence à l'égard des femmes ? (Item : Les croyances religieuses)
- Pour chacune d'entre-elles, pouvez-vous me préciser si, à votre avis, elle doit venir en aide à ces femmes ? (Item : Les institutions religieuses).

La démarche proposée ici est donc assez hétérogène car elle appréhende de manières diverses les relations intenses, et parfois ambiguës, entre religion et violence. Nous avons bien conscience du caractère quelque peu aléatoire de notre développement mais nous insistons sur le fait que nous sommes en présence d'un phénomène relativement peu étudié — au moins en termes de systèmes de représentations — et donc sur la nécessaire recension de ce qui est dit sur cette question. C'est notre modeste ambition pour le texte présenté ci-dessous. Le plan proposé consiste à se pencher sur les formes manifestes ou latentes de stigmatisation de la différence religieuse et de ses conséquences sur les modalités d'une violence potentielle. Y a-t-il une stigmatisation des gens d'une autre religion ? Y a-t-il une stigmatisation des gens d'une autre nationalité ? Y a-t-il une stigmatisation des croyances et des institutions religieuses ?

Stigmatiser les individus d'une autre religion ?

Les données de l'Eurobaromètre 30 permettent de chercher des éléments sur les racines de la perception de la violence comme phénomène lié à l'appartenance à une autre religion. Cette recherche de la stigmatisation d'une autre religion est une étape nécessaire pour pouvoir par la suite établir des corrélations avec le développement de la violence dans des formes manifestes. Le tableau 2 fournit un état des lieux du sentiment subjectif concernant la part d'individus appartenant à des minorités dans des pays européens. Son premier apport est de montrer que les gens d'une autre religion sont considérés comme trop nombreux par 19 % des individus alors que 29 % pensent qu'ils ne sont pas beaucoup. La stigmatisation sur le critère religieux est donc deux fois moins importante que celle sur la nationalité (37 % des individus pensent que les gens d'une autre nationalité sont trop nombreux). La religion est, par ailleurs, moins stigmatisante que la nationalité, la race, la culture.

C'est aussi pour la culture et la religion que les interviewés sans opinion sont les plus nombreux, ce qui tend à légitimer l'idée que la discrimination sur la base du critère religieux n'est pas forcément très probante dans l'Union Européenne. Ces résultats sont corroborés par ceux du tableau 3. Ainsi, alors que 18 % pensent que les gens d'une autre race sont l'une des causes de la délinquance et de l'insécurité — et 15 % pensent la même chose des gens d'une autre nationalité — ce pourcentage chute à 5 % pour la culture et à 4 % pour la religion. Bien évidemment, il ne s'agit pas de se comporter en empiriste naïf et de croire que la religion et la nationalité ou la race sont deux phénomènes hermétiques l'un avec l'autre. Donc il est probable que l'idée « autre nationalité » soit étroitement associée à celle « autre religion » et que les deux informations se recourent.

Il n'en reste pas moins que spontanément les gens ne déclarent pas d'abord la religion, ce qui traduit le caractère secondaire de ce critère de stigmatisation. Nous nous attarderons peu sur les résultats du tableau 4 si ce n'est pour mentionner que ni l'appartenance à une religion, ni le niveau d'intégration religieuse, ni le positionnement politique ne semblent être des critères discriminant pour les gens d'une autre religion. Dans le même temps, il est observable que les gens religieusement les moins intégrés sont en revanche ceux qui

sont le plus discriminant vis-à-vis des gens d'une autre race ou d'une autre nationalité.

Un haut niveau d'intégration religieuse semble donc plutôt corrélé avec une stigmatisation moins importante des minorités. C'est sans doute les messages d'ouverture et de tolérance professés par les religions qui expliquent cette plus grande tolérance. En revanche les orthodoxes semblent davantage prédisposés à la discrimination des minorités. Cette situation peut cependant s'expliquer par la conscience nationale de la religion orthodoxe en Grèce — seul pays européen où les orthodoxes sont présents de manière significative — ce qui renforce la discrimination envers toute forme de minorités.

Le sexe et l'âge ne sont aucunement corrélés avec l'idée que les gens d'une autre religion puisse être la cause de la délinquance et de l'insécurité (tableau 5).

En revanche, il y a une variation selon les différents pays de l'Union Européenne. La Belgique mais surtout la Grèce et le Danemark semblent davantage imputer la violence aux gens d'une autre religion que les autres pays européens. Le cas de la Grèce s'explique en l'inscrivant dans la perspective des commentaires développés précédemment, celui de la Belgique trouve plus probablement sa source d'explication dans la rivalité séculaire entre Flamands et Wallons, entre protestantisme et catholicisme au sein de la Belgique. On peut imaginer que la lutte entre ces deux cultures et ces religions se transposent aussi à d'autres minorités religieuses. Sans que des éléments d'explication probants nous apparaissent pour l'instant pour expliquer les résultats du Danemark, on sait néanmoins que les Danois considéraient, plus que la moyenne européenne, qu'il y avait trop de gens d'une autre religion dans leur pays. On peut donc d'une part conclure à une logique forte des enquêtes et d'autre part poser des hypothèses explicatives en terme d'ethnocentrisme. Alors que les Danois rejettent peu les gens d'une autre nationalité et d'une autre race, ils sont plus stigmatisants envers les gens d'une autre culture et d'une autre religion. Tout se passe comme si, dans un pays où la religion instituée et l'appartenance nationale se superposent, il était difficile de n'avoir ni la culture ni la religion nationale. C'est donc plus sur des traits subjectifs qu'objectifs que la stigmatisation de l'autre s'effectue. En cela la situation du Danemark semble présenter certaines similitudes avec celle de la Grèce.

Dans le cas du catholicisme et du protestantisme une plus forte intégration religieuse — mesurée par la fréquence de pratique — se

traduit par une moins grande stigmatisation des membres d'une autre religion et de ses conséquences sur l'insécurité et la délinquance (tableau 6).

Le cas des orthodoxes est légèrement différent puisque les non pratiquants semblent plus tolérants que les pratiquants irréguliers et surtout réguliers. On peut faire une hypothèse explicative audacieuse, car les effectifs des répondants sont ici assez faibles, en expliquant que dans un pays où l'appartenance à l'orthodoxie et la pratique religieuse sont la norme centrale, déroger à cette norme c'est déjà s'inscrire en position de « dissidence » et de minorité. On peut donc envisager que ces répondants ont plus d'empathie — voire de sympathie — envers des membres d'une autre religion car ils retrouvent, dans ce groupe social, un certain nombre de leurs propres caractéristiques identitaires. Une analyse in fine réalisée sur ce groupe particulier confirme ces premières impressions. Les orthodoxes non pratiquants d'une part pensent — plus que les pratiquants réguliers ou irréguliers — que les gens d'une autre nationalité, d'une autre culture ou d'une autre religion sont trop nombreux. Ils ne font donc pas ici preuve de davantage de tolérance. Le surcroît de tolérance est donc limité aux causes de la violence qui viendraient des gens d'une autre religion. Autrement dit, les gens religieusement différents sont trop nombreux mais on ne peut pas leur imputer les causes de la violence et de la délinquance. N'y a-t-il pas en filigrane l'idée implicite « pas plus qu'à nous qui sommes différents, on ne peut nous imputer la responsabilité de la délinquance et de la violence ».

Le tableau 7 examine la situation dans les deux pays réellement bi confessionnels au niveau européen. En Allemagne, la relation est relativement linéaire. Que l'on soit catholique ou protestant, lorsque l'on est davantage intégré religieusement, on est aussi moins stigmatisants envers les gens d'une autre religion. On pense moins souvent qu'ils sont une des causes de la délinquance et de l'insécurité.

La même relation n'existe pas au Royaume-Uni. L'intégration au catholicisme ou au protestantisme ne semble guère protéger davantage de la stigmatisation religieuse que l'absence d'intégration. L'une des explications probables de cette situation pourrait être l'amoindrissement du sens conféré à la pratique religieuse. Dans un pays fortement sécularisé, on pratique plus par éthique culturelle que par éthique de conviction si bien que le message religieux d'ouverture et de tolérance professé par le catholicisme et le protestantisme est sans doute moins facilement

reçu que pour des pratiquants de la même religion dans un autre pays européen. Mais toutes ces hypothèses n'ont à l'évidence qu'un caractère exploratoire et nous en sommes conscients. Il conviendra donc de développer des recherches sur ces points particuliers.

Stigmatiser les individus d'une autre nationalité ?

Être étranger favorise-t-il la délinquance et la violence ? Tel est l'enjeu que nous essayons à présent d'expliquer dans une perspective comparative. À l'échelon européen, l'ensemble de l'échantillon est assez partagé, puisque 52 % sont d'accord avec cette affirmation et 48 % n'acquiescent pas à cette proposition (tableau 8). Le sexe n'est pas un critère discriminant, en revanche les plus jeunes sont moins souvent d'accord avec cette affirmation que les plus âgés. Comme pour les données précédentes, le critère le plus discriminant demeure ici le pays ce qui nous incite à faire une analyse culturaliste. La France, la Belgique, le Danemark et la Grèce sont les pays qui considèrent le plus que les étrangers sont l'une des causes de la violence et de la délinquance.

La France en plus, ce sont les mêmes pays qui discriminaient le plus les gens d'une autre religion dans l'Eurobaromètre 30. Il semble donc exister des cultures nationales où le substrat culturel — dont la religion — est suffisamment fort pour générer et expliquer des différences très sensibles dans les modes de perception de l'étranger. Le cas de la France s'observe aussi par le prisme de la montée de l'extrémisme de droite et du rejet de l'étranger dans les années quatre-vingt dix.

Les critères religieux, présentés au tableau 9, montrent que l'appartenance au catholicisme, plus que le protestantisme, surreprésente légèrement l'idée que les étrangers sont l'une des causes de la violence et de la délinquance. Mais la palme de la discrimination revient, une nouvelle fois, à l'orthodoxie avec une surreprésentation de 20 % par rapport à la moyenne européenne. Par ailleurs, les sans religion apparaissent comme ceux qui font le moins la corrélation entre la présence d'étrangers et la violence. Indépendamment des différentes religions, le niveau d'intégration religieuse entraîne une légère variation dans les résultats : les moins intégrés sont aussi les plus discriminants par rapport à la présence d'étrangers et aux risques que cela provoquent. Ainsi, la religion apparaît à la fois comme une force conservatrice et comme une force de prévention contre les excès d'ostracisme envers les étrangers.

L'échelle gauche-droite donne des résultats conformes à ce que l'on attendait. Les gens les plus à droite sont aussi ceux qui pensent le plus que la présence d'étrangers est l'une des causes de la violence. Le conservatisme politique se traduit donc par une plus grande mise en cause des étrangers dans la responsabilité du processus de délinquance et de violence. Une analyse statistique plus élaborée montre par ailleurs que l'influence de l'échelle gauche droite demeure forte quel que soit le niveau d'intégration religieuse pris en considération. Les gens à gauche sont moins discriminants que les gens du centre, eux mêmes moins discriminants que ceux qui se situent à droite sur une échelle politique.

Au sein des différentes religions, le niveau d'intégration religieuse a les mêmes conséquences sur la stigmatisation des étrangers pour les catholiques et les protestants alors que le sens de la variation est inverse pour les orthodoxes. Certes le score le plus faible, 46 %, revient aux sans religion (tableau 10). Mais, par ailleurs, plus l'intégration religieuse est forte moins les étrangers sont considérés comme l'une des causes de la violence. L'amplitude entre les non pratiquants et les pratiquants réguliers est assez faible chez les catholiques (+ 3 %) mais forte chez les protestants (+ 16 %) et chez les orthodoxes (- 17 %). Pour cette dernière religion, plus on est intégré religieusement, plus l'ostracisme envers l'étranger augmente. C'est probablement l'exacerbation de la fibre nationaliste au sein de la religion orthodoxe.

Il y a donc un effet cumulé de la religion et de l'intégration religieuse dans la manière de percevoir et de stigmatiser ou non les rapports entre la présence d'étrangers, la violence et la délinquance.

Dans les deux pays européens bi confessionnels, les modes de représentations des formes de l'articulation entre la religion, le niveau d'intégration et de stigmatisation des étrangers par rapport à la violence donnent des résultats structurellement assez similaires (tableau 11).

En Allemagne comme en Grande-Bretagne les catholiques pratiquants réguliers, comme les non pratiquants, disent plus souvent que la moyenne que les étrangers sont l'une des causes de la violence et de la délinquance. Pour cette religion, la relation n'est pas linéaire mais présente plutôt une courbe en U, où le point le moins discriminant est celui occupé par les pratiquants irréguliers. Pour l'instant, des hypothèses explicatives sont à l'étude mais aucune n'apparaît assez clairement pour être exprimée ici. Le

protestantisme, en Allemagne comme en Grande-Bretagne, présente une relation plus linéaire où le niveau de stigmatisation de l'étranger croît lorsque le niveau d'intégration baisse. Autrement dit, moins les protestants sont pratiquants, plus le rôle conféré à la présence d'étrangers dans l'explication du processus de délinquance et de violence augmente. Dernière similitude entre les deux pays, les sans religion sont toujours le groupe de personnes stigmatisant le moins la présence des étrangers.

Stigmatiser les croyances religieuses ou valoriser les institutions religieuses ?

L'Eurobaromètre 51.1 permet d'avoir des informations sur les liens manifestes entre les croyances religieuses et la violence faite aux enfants et aux femmes ainsi que sur le rôle des institutions religieuses dans l'aide à leur apporter. Un enquêté sur deux pense que les croyances religieuses sont l'une des causes de la violence faite aux enfants (47 %) et aux femmes (53 %).

L'échantillon est donc très divisé sur cette question. En revanche, il pense majoritairement que les institutions religieuses peuvent aider les enfants (73 %) et les femmes (72 %) victimes de violence. Il semble donc que les Européens font la différence entre les croyances religieuses qui peuvent agir négativement dans le processus de violence et les organisations religieuses qui bénéficient d'une assez bonne notoriété. Le sexe et l'âge apparaissent comme non discriminant en ce qui concerne les croyances religieuses comme cause de violence envers les enfants (tableau 12). Au niveau des pays il y a aussi peu de fluctuations notables si ce n'est pour le Danemark qui apparaît plus critique envers les croyances religieuses conçues comme des vecteurs de violence.

Les résultats sont plus probants en ce qui concerne l'aide des institutions religieuses (tableau 13).

D'une part les femmes sont légèrement plus « positives » que les hommes. D'autre part, le taux de confiance envers les institutions religieuses croît, de manière significative (+17 %) quand l'âge augmente. Les pays de tradition fortement religieuse sont aussi ceux qui ont la meilleure opinion des institutions religieuses dans le rôle d'aide aux enfants victimes de violence. À l'opposé, les pays ayant une tradition religieuse moins ancrée, ou en situation de plus grande sécularisation, sont aussi les plus réticents vis-à-vis de l'aide que les institutions religieuses peuvent apporter.

Une analyse de questions similaires mais portant sur la violence faite aux femmes donne des résultats assez similaires (tableau 14). Le sexe et l'âge n'offrent pas de corrélations pertinentes alors que les pays du Nord de l'Europe sont plus sensibles à l'impact des croyances religieuses dans la violence faite aux femmes. Ainsi la Suède (83 %), le Danemark (66 %), la Finlande et les Pays-Bas (61 %) affirment davantage le rôle des croyances religieuses dans la violence faite aux femmes. C'est donc essentiellement des pays de culture protestante où l'émancipation de la femme est une valeur forte. A l'inverse, les pays du Sud de l'Europe font moins expressément le lien entre ces deux thèmes.

Le tableau 15 montre des résultats similaires à ceux que nous avons observés pour l'aide aux enfants victimes de violence : les femmes et les plus âgés sont aussi les plus favorables au rôle des institutions religieuses. Par ailleurs, les pays de tradition religieuse sont aussi plus favorables que les autres à l'aide des institutions dans l'aide aux femmes.

Il y a donc une certaine homogénéité entre les manières de concevoir le rôle des croyances religieuses et l'intervention des institutions religieuses dans le traitement des enfants ou des femmes. De cette similitude dans la structure des réponses, il nous semble possible d'affirmer que les systèmes de représentations du rapport entre religion et violence sont très largement indépendants de l'objet sur lequel ils portent.

*

Au total, le couple religion et violence apparaît comme difficile à définir et à appréhender tant les modes d'articulation de ces deux termes sont ambiguës. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les enquêtes comparatives internationales évoquent si peu cette problématique. En tentant une construction téméraire de notre objet de recherches nous avons néanmoins essayer de montrer comment la religion entraîne des perceptions différentes de la violence. Ainsi, la perception des individus d'une autre religion dans un pays européen varie selon l'intégration religieuse. Les enquêtés les moins intégrés sont aussi ceux qui sont le plus réticents envers les gens d'une autre religion quand on évoque les risques d'insécurité et de violence (Eurobaromètre 31). L'intégration religieuse influe aussi sur la présence d'étrangers perçue comme une cause de la violence. Les moins intégrés à la religion catholique ou protestante sont aussi les plus stigmatisant face aux étrangers en terme de risque de violence. En revanche, l'intégration religieuse

joue différemment pour les orthodoxes. Le fait de ne pas pratiquer sa religion offre davantage de tolérance par rapport aux étrangers (Eurobaromètre 41.1). Enfin, les modes de représentations des croyances religieuses — et des risques qu'elles représentent pour la violence faite aux enfants et aux femmes — tout comme l'aide des institutions religieuses sur ces thèmes varient fortement selon les pays européens. Alors que les pays de culture protestante du Nord de l'Europe insistent beaucoup sur le rôle des croyances religieuses dans le processus de violence faite aux femmes, les pays du Sud de l'Europe valorisent davantage le rôle des institutions religieuses dans l'aide aux victimes.

Nous avons bien conscience de la faiblesse de ces résultats. Elle tient cependant davantage dans la carence de sources traitant de ce problème que dans notre analyse. Ces manques ne peuvent que piquer la curiosité du sociologue des religions qui s'étonnera de ne pas avoir davantage d'informations sur la question alors que le problème est au cœur de la problématique des sociétés modernes. On ne peut qu'appeler de nos vœux que des groupes de recherches internationaux développent des recherches comparatives sur ce thème.

Bibliographie

- DIERKENS, A., (dir.), 1996, *Le penseur, la violence, la religion*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- DOUCE, M., 2002, *Dieu en guerre. La violence au cœur des trois monothéismes*, Paris, Albin Michel.
- FLORI, J., 2002, *Guerre sainte, jihad, croisade : violence et religion dans le christianisme et dans l'Islam*, Seuil.
- GAUDIN, Ph., 2002, *La violence, ce qu'en disent les religions*, Paris, Editions de l'Atelier.
- GIRARD, R., 1972, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset.
- GIRARD, R., 1978, *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset.
- JEFFREY, D., 2000, *Rompre avec la vengeance. Lecture de René Girard*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- LEMAIRE, J., A. MORELLI, C. SUSANNE, 1998, *Les religions et la violence*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

Liste des tableaux

Tableau 1 : Liste des occurrences religion, violence et dérivés dans les enquêtes internationales

	Eurobaromètres (1970-2004)		International Social Survey Programme (1985-2002)	
	Nombre de documents	Nombre d'items	Nombre de documents	Nombre d'items
Religion	64	696	23	1244
Religieux	72	474	24	515
Violence	28	213	0	0
Violent	7	26	1	1
Religion et Violence	19	430	0	0
Religieux et Violence	17	347	0	0

Tableau 2 : La présence des minorités dans les pays européens

	Trop	Beaucoup mais pas trop	Pas beaucoup	Ne sait pas	Total
Gens d'une autre nationalité	37	41	17	5	100
Gens d'une autre race	33	39	23	5	100
Gens d'une autre religion	19	41	29	11	100
Gens d'une autre Culture	20	39	30	12	100

Tableau 3 : Les différentes minorités, cause de la violence ?

	Oui	Non	Total
Gens d'une autre nationalité	15	85	100
Gens d'une autre race	18	82	100
Gens d'une autre religion	4	96	100
Gens d'une autre culture	5	95	100
Gens d'une autre classe sociale	6	94	100
Aucune de ces gens	43	57	100
Toutes ces gens	7	93	100

Tableau 4 : Gens qui sont la cause de la délinquance et de l'insécurité selon des critères religieux et politiques

		Gens d'une autre religion	Gens d'une autre nationalité	Gens d'une autre race	Gens d'une autre culture	Gens d'une autre classe sociale	Aucun de ces gens	Tous ces gens
Religion	Catholicisme	3	15	18	4	6	58	8
	Protestantisme	5	16	19	7	7	60	8
	Orthodoxe	7	21	21	4	3	59	5
	Autre	2	12	11	5	12	62	6
	Sans religion	4	12	17	5	5	49	6
Pratique	Régulier	3	12	15	5	7	57	6
	Irrégulier	4	16	19	5	6	59	9
	Non pratiquant	5	19	23	6	5	60	6
	Sans religion	4	12	17	5	5	49	6
Sentiment	Religieux	4	15	19	5	6	59	7
	Non religieux	4	15	19	5	6	55	7
	Athée	3	10	14	5	6	47	6
Echelle	Gauche	3	14	15	4	5	47	5
	Centre	4	15	19	5	6	58	7
	Droite	5	17	23	6	8	64	9

Tableau 5 : Gens d'une autre religion : cause de la délinquance et de l'insécurité selon des critères sociodémographiques

		Oui	Non
Sexe	Homme	96	4
	Femme	96	4
Age	15-24	96	4
	25-39	96	4
	40-54	96	4
	55 et plus	96	4
Pays	France	96	4
	Belgique	91	9
	Pays-Bas	99	1
	Allemagne	97	3
	Italie	98	2
	Luxembourg	98	2
	Danemark	89	11
	Irlande	97	3
	Royaume-Uni	94	6
	Grèce	90	10
	Espagne	99	1
	Portugal	98	2

Tableau 6 : Gens d'une autre religion : cause de la délinquance et de l'insécurité

		Oui	Non
Catholicisme	Régulier	2	98
	Irrégulier	3	97
	Non pratiquant	4	96
Protestantisme	Régulier	4	96
	Irrégulier	5	95
	Non pratiquant	7	93
Orthodoxe	Régulier	5	95
	Irrégulier	9	91
	Non pratiquant	1	99
Autre	Régulier		100
	Irrégulier		100
	Non pratiquant		100
Sans religion	Sans religion	4	96

Tableau 7 : Gens d'une autre religion : cause de la délinquance et de l'insécurité

			Oui	Non
Allemagne	Catholicisme	Régulier	2	98
		Irrégulier	3	97
		Non pratiquant	7	93
	Protestantisme	Régulier		100
		Irrégulier	3	97
		Non pratiquant	7	93
Sans religion	Sans religion		100	
Royaume-Uni	Catholicisme	Régulier	8	92
		Irrégulier	3	97
		Non pratiquant	10	90
	Protestantisme	Régulier	5	95
		Irrégulier	8	92
		Non pratiquant	6	94
Sans religion	Sans religion	6	94	

Tableau 8 : La présence d'étrangers est l'une des causes de la violence et de la délinquance selon des critères sociodémographiques

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Sexe	Homme	53	47
	Femme	51	49
Age	15-24	48	52
	25-39	43	57
	40-54	51	49
	55 et plus	63	37
Pays	France	62	38
	Belgique	68	32
	Pays-Bas	53	47
	Allemagne	62	38
	Italie	54	46
	Luxembourg	32	68
	Danemark	59	41
	Irlande	8	92
	Grande-Bretagne	32	68
	Irlande du Nord	18	82
	Grèce	74	26
	Espagne	40	60
	Portugal	36	64
Moyenne		52	48

Tableau 9 : La présence d'étrangers est l'une des causes de la violence et de la délinquance selon des critères religieux et politique

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Religion	Catholicisme	55	45
	Protestantisme	51	49
	Orthodoxe	71	29
	Autre	43	57
	Sans religion	46	54
Pratique	Régulier	52	48
	Irrégulier	56	44
	Non pratiquant	55	45
	Sans religion	46	54
Echelle	Gauche	40	60
	Centre	53	47
	Droite	60	40
Moyenne		51	49

Tableau 10 : La présence d'étrangers est l'une des causes de la violence et de la délinquance selon la religion et l'intégration religieuse

		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord
Catholicisme	Régulier	53	47
	Irrégulier	57	43
	Non pratiquant	56	44
Protestantisme	Régulier	39	61
	Irrégulier	52	48
	Non pratiquant	55	45
Orthodoxe	Régulier	73	27
	Irrégulier	71	29
	Non pratiquant	56	44
Autre	Régulier		100
	Irrégulier	59	41
	Non pratiquant	21	79
Sans religion	Sans religion	46	54

Tableau 11 : La présence d'étrangers est l'une des causes de la violence et de la délinquance selon l'intégration religieuse, la religion et le pays

			Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	
Allemagne	Catholicisme	Régulier	75	25	
		Irrégulier	59	41	
		Non pratiquant	73	27	
	Protestantisme	Régulier	62	38	
		Irrégulier	63	37	
		Non pratiquant	66	34	
	Sans religion	Sans religion	60	40	
	Grande Bretagne	Catholicisme	Régulier	33	67
			Irrégulier	19	81
Non pratiquant			34	66	
Protestantisme		Régulier	28	72	
		Irrégulier	33	67	
		Non pratiquant	39	61	
Sans religion		Sans religion	28	72	

Tableau 12 : Croyances religieuses : une cause de violence envers les enfants

		Oui	Non
Sexe	Homme	45	55
	Femme	48	52
Age	15 - 25	45	55
	26 - 44	48	52
	45 - 64	48	52
	65 et plus	45	55
Pays	Belgique	41	59
	Danemark	60	40
	Allemagne	48	52
	Grèce	44	56
	Italie	45	55
	Espagne	47	53
	France	50	50
	Irlande	33	67
	Luxembourg	39	61
	Pays-Bas	51	49
	Portugal	35	65
	Royaume-Uni	41	59
	Finlande	56	44
	Suède	76	24
Autriche	49	51	
Echelle	Gauche	47	53
	Centre	47	53
	Droite	46	54
Moyenne		47	53

Tableau 13 : Les institutions religieuses peuvent aider les enfants victimes de violence

		Oui	Non
Sexe	Homme	71	29
	Femme	75	25
Age	15 - 25	66	34
	26 - 44	69	31
	45 - 64	75	25
	65 et plus	83	17
Pays	Belgique	61	39
	Danemark	29	71
	Allemagne	74	26
	Grèce	89	11
	Italie	84	16
	Espagne	88	12
	France	60	40
	Irlande	80	20
	Luxembourg	63	37
	Pays-Bas	60	40
	Portugal	92	8
	Royaume-Uni	69	31
	Finlande	59	41
	Suède	47	53
Autriche	69	31	
Echelle	Gauche	71	29
	Centre	72	28
	Droite	74	26
Moyenne		72	28

Tableau 14 : Croyances religieuses : une cause de violence envers les femmes

		Oui	Non
Sexe	Homme	52	48
	Femme	54	46
Age	15 - 25	52	48
	26 - 44	54	46
	45 - 64	53	47
	65 et plus	51	49
Pays	Belgique	50	50
	Danemark	66	34
	Allemagne	54	46
	Grèce	51	49
	Italie	47	53
	Espagne	51	49
	France	58	42
	Irlande	40	60
	Luxembourg	48	52
	Pays-Bas	61	39
	Portugal	38	62
	Royaume-Uni	50	50
	Finlande	61	39
	Suède	83	17
Autriche	55	45	
Echelle	Gauche	53	47
	Centre	54	46
	Droite	52	48
Moyenne		53	47

Tableau 15 : Les institutions religieuses peuvent aider les femmes victimes de violence

		Oui	Non
Sexe	Homme	69	31
	Femme	74	26
Age	15 - 25	65	35
	26 - 44	69	31
	45 - 64	73	27
	65 et plus	81	19
Pays	Belgique	57	43
	Danemark	35	65
	Allemagne	73	27
	Grèce	86	14
	Italie	78	22
	Espagne	87	13
	France	61	39
	Irlande	82	18
	Luxembourg	61	39
	Pays-Bas	60	40
	Portugal	89	11
	Royaume-Uni	70	30
	Finlande	60	40
	Suède	49	51
	Autriche	67	33
Echelle	Gauche	70	30
	Centre	70	30
	Droite	74	26
Moyenne		71	29